JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....	Prix au numéro de l'année courante.....500F
				Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....	moitié prix
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	
Europe.....	38.000 F	19.000 F	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-D.J.O.D.	
Frais d'expédition.....	13.000 F		Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.	

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

DECRETS-ARRETES

11 juillet 2022 Décret n°2022-0401/PT-RM fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Palais des Pionniers.....**p.787**

Décret n°2022-0402/PT-RM portant nomination de l'Inspecteur général adjoint des Armées et Services.....**p.789**

Décret n°2022-0403/PT-RM portant nomination au Cabinet du ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau.....**p.790**

Décret n°2022-0404/PT-RM portant nomination d'Inspecteurs à l'Inspection de l'Energie et de l'Eau.....**p.791**

11 juillet 2022 Décret n°2022-0405/PT-RM portant nomination du Secrétaire général du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.....**p.792**

Décret n°2022-0406/PT-RM portant nomination d'un Contrôleur des Services publics.....**p.792**

Décret n°2022-0407/PT-RM portant nomination du Recteur de l'Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako.....**p.793**

Décret n°2022-0408/PT-RM portant nomination de membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite.....**p.793**

Décret n°2022-0409/PT-RM portant nomination d'un Conseiller technique au secrétariat général du Ministère du Développement rural.....**p.794**

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

<p>11 juillet 2022 Décret n°2022-0410/PT-RM portant approbation de la Stratégie nationale de la Réconciliation et de la Cohésion sociale et son Plan d'actions 2022-2026.....p.795</p> <p>Décret n°2022-0411/PT-RM portant nomination au Cabinet du ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale.....p.795</p> <p>Décret n°2022-0412/PT-RM portant rectificatif au Décret n°2017-0749/P-RM du 29 aout 2017 portant acquisition de la nationalité malienne par voie de naturalisation.....p.796</p> <p>Décret n°2022-0413/PT-RM portant nomination d'un Assistant à l'Etat-major particulier du Président de la République.....p.796</p> <p>Décret n°2022-0414/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume et étranger.....p.797</p> <p>Décret n°2022-0415/PT-RM portant nomination d'un Sous-directeur à la Direction du Génie militaire.....p.797</p> <p>Décret n°2022-0416/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre étranger.....p.798</p> <p>Décret n°2022-0417/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre étranger.....p.798</p> <p>Décret n°2022-0418/PT-RM portant nomination du Directeur des Ecoles de l'Air et des Centres d'Entraînement de l'Etat-major de l'Armée de l'Air.....p.798</p> <p>Décret n°2022-0419/PT-RM portant avancement de grade d'un fonctionnaire de la Protection civile, du corps des Officiers.....p.799</p>	<p>27 juin 2022 Arrêté n°2022-2542/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.800</p> <p>Arrêté n°2022-2543/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.800</p> <p>Arrêté n°2022-2544/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.800</p> <p>Arrêté n°2022-2545/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.801</p> <p>Arrêté n°2022-2546/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.801</p> <p>Arrêté n°2022-2547/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.801</p> <p>Arrêté n°2022-2548/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.802</p> <p>Arrêté n° 2022-2549/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.802</p> <p>Arrêté n°2022-2550/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.802</p> <p>Arrêté n°2022-2551/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.802</p> <p>28 juin 2022 Arrêté n°2022-2571/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.803</p> <p>Annonces et communications.....p.804</p>
---	---

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

<p>27 juin 2022 Arrêté n°2022-2540/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.799</p> <p>Arrêté n°2022-2541/MATD-SG autorisant l'exercice des activités d'une association étrangère.....p.800</p>
--

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRETS**DECRET N°2022-0401/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES
DE FONCTIONNEMENT DU PALAIS DES
PIONNIERS****LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°96-015 du 13 février 1996 portant statut général des établissements publics à caractère scientifique, technologique ou culturel ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°2022-022 du 28 juin 2022 portant création du Palais des Pionniers ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**DECRETE :****TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

Article 1er : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement du Palais des Pionniers.

Article 2 : Le Palais des Pionniers est placé sous la tutelle du ministre chargé de la Jeunesse.

Article 3 : Le siège du Palais des Pionniers est fixé à Bamako. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national.

Article 4 : Le Palais des Pionniers peut solliciter le concours de tout organisme ayant les mêmes vocations.

**TITRE II : DES ORGANES D'ADMINISTRATION
ET DE GESTION****CHAPITRE I : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION****Section 2 : De la composition**

Article 5 : Le Conseil d'Administration du Palais des Pionniers est composé de seize (16) membres dont les sièges sont répartis comme suit :

Président : Le ministre en charge de la Jeunesse ou son représentant.

Membres :**Représentants des Pouvoirs publics :**

- le représentant du ministre chargé de l'Administration territoriale ;

- le représentant du ministre chargé de la Sécurité ;

- le représentant du ministre chargé des Transports ;

- le représentant du ministre chargé de l'Education nationale ;

- le représentant du ministre chargé de la Recherche scientifique ;

- le représentant du ministre chargé de la Formation professionnelle ;

- le représentant du ministre chargé de la Communication ;

- le représentant du ministre chargé de la Culture ;

- le représentant du ministre chargé de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

Représentants du secteur privé :

- le représentant du Conseil national du Patronat du Mali ;

- le représentant de l'Assemblée permanente des Chambres des Métiers du Mali.

Représentants de la société civile :

- le représentant du Conseil national de la Jeunesse du Mali ;

- le représentant de l'Association des Pionniers du Mali ;

- le représentant de l'Amicale des Anciens du Service national des Jeunes.

Représentant du personnel :

- le représentant du personnel du Palais des Pionniers.

Le Directeur général du Palais des Pionniers, le Responsable du Programme, le Contrôleur financier et l'Agent comptable assistent aux travaux du Conseil d'Administration. Ils peuvent être consultés sur des questions particulières.

Le Secrétariat du Conseil d'Administration du Palais des Pionniers est assuré par la Direction générale du Palais des Pionniers.

Article 6 : Le Conseil d'Administration peut faire appel à toute autre personne, en cas de besoin, pour participer au Conseil en raison de ses compétences spécifiques mais sans droit de vote.

Article 7 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe la liste nominative des membres du Conseil d'Administration.

Article 8 : Les membres du Conseil d'Administration sont nommés pour une période renouvelable de trois (03) ans. Le mandat de membre du Conseil d'Administration prend fin avec la qualité qui le justifie.

En cas de vacances d'un siège, le titulaire est remplacé par l'organe qui l'a désigné pour le reste du mandat en cours.

Section 2 : Du fonctionnement

Article 9 : Le Conseil d'Administration se réunit en session ordinaire deux (02) fois par an sur convocation de son Président.

Il peut se réunir en session extraordinaire, en tant que de besoin, sur convocation de son Président ou à la demande de deux tiers de ses membres.

Le Président du Conseil d'Administration adresse les convocations assorties de l'ordre du jour des réunions ordinaires aux membres du Conseil au moins sept jours à l'avance.

Le projet de l'ordre du jour est établi par le président. Celui-ci est tenu d'y porter les questions proposées par au moins un tiers des membres du Conseil ou de l'autorité de tutelle.

Article 10 : Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres est présente.

A défaut, une nouvelle réunion est convoquée sept (7) jours plus tard. Elle peut délibérer valablement sans condition de quorum.

Article 11 : Les délibérations du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité de voix, celle du Président est prépondérante.

Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre de délibération côté et paraphé par le Président du Conseil d'Administration.

Article 12 : Un membre du Conseil empêché peut donner à un autre membre une procuration écrite pour voter en son nom.

Un membre du Conseil ne peut être porteur que d'une seule procuration. La procuration n'est valable que pour une seule session.

Le Président du Conseil assure la police des réunions.

Article 13 : Les fonctions de membre du Conseil d'Administration ne sont pas rémunérées.

Toutefois, une délibération du Conseil d'Administration détermine les conditions d'octroi et les taux des frais de déplacement.

CHAPITRE II : DU DIRECTEUR GENERAL

Article 14 : Le Palais des Pionniers est dirigé par un Directeur général nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé de la Jeunesse.

Article 15 : Le Directeur général représente le Palais des Pionniers dans tous les actes de la vie civile.

Il coordonne, anime et contrôle l'ensemble des activités du Palais des Pionniers.

Il est l'ordonnateur du budget et des fonds du Palais des Pionniers.

Il soumet au Conseil d'Administration pour approbation le programme annuel d'activités, le budget annuel ainsi que les rapports d'étape et le rapport annuel.

CHAPITRE III : DU COMITE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE**Section 1 : De la composition du Comité scientifique et technique**

Article 16 : Le Comité scientifique et technique comprend:

- un représentant du Centre national de Recherche scientifique et technologique ;
- un représentant du Centre d'Etudes et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer ;
- un représentant de l'Université des Lettres et des Sciences humaines de Bamako ;
- un représentant de l'Institut des Sciences humaines ;
- un représentant de l'Institut national de la Statistique ;

- un représentant de l'Institut national de la Jeunesse et des Sports ;

- un représentant de la Direction générale de la Construction citoyenne ;

- un représentant de la Direction nationale de la Jeunesse ;

- un représentant de la Direction nationale des Sports et de l'Education physique ;

- un représentant du Centre national de la Promotion du Volontariat ;

- un représentant du Service national des Jeunes ;

- un représentant du Conseil national du Patronat du Mali ;

- un représentant de l'Association des Pionniers du Mali.

Article 17 : Le Comité scientifique et technique choisit en son sein un Président.

Article 18 : Le secrétariat des réunions du Comité scientifique et technique est assuré par la Direction générale du Palais des Pionniers.

Article 19 : Toute autre personne, en raison de ses compétences, peut être invitée aux réunions du Comité scientifique et technique, par son Président, à donner son avis sur un ou plusieurs points de l'ordre du jour.

Article 20 : La liste nominative des membres du Comité scientifique et technique est fixée par arrêté du Ministre chargé de la Jeunesse.

Article 21 : Les membres du Comité scientifique et technique sont nommés pour un mandat de trois ans.

Le mandat de membre du Comité scientifique et technique prend fin avec la qualité qui le justifie.

En cas de vacance d'un siège, le titulaire est remplacé par l'organe qui l'a désigné pour le reste de la durée du mandat en cours.

Section 2 : Du fonctionnement du Comité scientifique et technique

Article 22 : Le Comité scientifique et technique se réunit une fois par semestre en session ordinaire, sur convocation de son Président.

Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande de son Président ou de la moitié de ses membres.

Article 23 : Les avis du Comité scientifique et technique sont émis à la majorité absolue des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Le procès-verbal de chaque session du comité est signé conjointement par le Président et le Secrétaire de séance. Il est transmis sans délai au Ministre de tutelle.

Article 24 : Les fonctions de membre du Comité scientifique et technique du Palais des Pionniers sont gratuites.

Toutefois, par délibération, le Conseil d'Administration détermine les conditions d'octroi et les taux des frais de déplacement.

TITRE III : DISPOSITIONS FINALES

Article 25 : Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de
l'Instruction civique et de la Construction citoyenne,
Mossa AG ATTAHER**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**Le ministre de l'Education nationale,
Madame SIDIBE Dedeou OUSMANE**

**DECRET N°2022-0402/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT NOMINATION DE L'INSPECTEUR
GENERAL ADJOINT DES ARMEES ET SERVICES**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°00-053/P-RM du 27 septembre 2000 portant création de l'Inspection générale des Armées et Services du Ministère des Forces armées ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant statut général des militaires ;

Vu le Décret n°01-069/P-RM du 12 février 2001, modifié, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection générale des Armées et Services ;

Vu le Décret n°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle général des Services publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Le Médecin Colonel-major **Fatogoma CISSE** est nommé **Inspecteur général adjoint** des Armées et Services.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2021-0290/PT-RM du 26 avril 2021 portant nomination du Colonel-major **Brahima DIABATE**, en qualité d'**Inspecteur général adjoint** des Armées et Services, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de la Défense
et des anciens Combattants,
Colonel Sadio CAMARA**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0403/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT NOMINATION AU CABINET DU
MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE
L'EAU**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994, modifié, fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétaire général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Sont nommés au Cabinet du ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, en qualité de :

Chef de Cabinet :

- Monsieur **Lassana TOURE**, Juriste ;

Chargé de mission :

- Monsieur **Mahamadou KAMISSOKO**, Historien-Géologue.

Article 2 : Le présent abroge les dispositions des décrets ci-après :

- n°2020-0220/PT-RM du 26 novembre 2020 portant nomination au Ministère des Mines, de l'Energie et de l'eau en ce qui concerne Monsieur **Lamine Alexis DEMBELE**, Ingénieur géologue, en qualité de **Chef de Cabinet** ;

- n°2021-0417/PT-RM du 02 juillet 2021 portant nomination au Cabinet du ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau en ce qui concerne Monsieur **Lassana TOURE**, Consultant dans les mines, en qualité de **Chargé de mission**.

Article 3 : Le présent sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'eau,
Lamine Seydou TRAORE**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0404/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT NOMINATION D'INSPECTEURS A
L'INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°09-031/P-RM du 25 septembre 2009 portant création de l'Inspection de l'Energie et de l'Eau ;

Vu le Décret n°09-592/P-RM du 03 novembre 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection de l'Energie et de l'Eau ;

Vu le Décret n°09-600/P-RM du 04 novembre 2009 déterminant le cadre organique de l'Inspection de l'Energie et de l'Eau ;

Vu le Décret n°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle général des Services publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Sont nommés **Inspecteurs** à l'Inspection de l'Energie et de l'Eau :

- Monsieur **Ahmed AG MOHAMED**, N°Mle 951-62.F, Ingénieur de l'Industrie et des Mines ;

- Madame **DICKO Maïmouna DEMBELE**, 982-26.P , Administrateur civil.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre des Mines, de l'Energie
et de l'Eau,
Lamine Seydou TRAORE**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0405/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT NOMINATION DU SECRETAIRE GENERAL
DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant
principes fondamentaux de la création, de l'organisation
et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié,
fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités
allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les
règles générales d'organisation et de fonctionnement des
Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014,
modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et
indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant
nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Amadou OUANE**, N°Mle 492-
25.D, Maître de Conférences, est nommé **Secrétaire
général** du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la
Recherche scientifique.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge les dispositions
du Décret n°2020-0251/PT-RM du 03 décembre 2020
portant nomination au Ministère de l'Enseignement
supérieur et de la Recherche scientifique, en ce qui concerne
Madame **DIARRA Haby SANOU**, N°Mle 0127-283.P,
Directeur de Recherche, en qualité de **Secrétaire général**,
sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche scientifique,
Amadou KEITA**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0406/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT NOMINATION D'UN CONTROLEUR
DES SERVICES PUBLICS**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant
principes fondamentaux de la création, de l'organisation
et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°00-051/P-RM du 27 septembre 2000
portant création du Contrôle général des Services publics ;

Vu le Décret n°01-067/P-RM du 12 février 2001 fixant
l'organisation et les modalités de fonctionnement du
Contrôle général des Services publics ;

Vu le Décret n°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les
taux des indemnités et primes allouées au personnel du
Contrôle général des Services publics et des Inspections
des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014,
modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et
indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant
nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Madame **Fatoumata SIMBARA**, N°Mle 0113-166.Y, Administrateur civil, Membre du Corps préfectoral, est nommée **Contrôleur des Services publics**.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0407/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT NOMINATION DU RECTEUR DE
L'UNIVERSITE DES SCIENCES JURIDIQUES ET
POLITIQUES DE BAMAKO**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°96-015 du 13 février 1996 portant statut général des établissements publics à caractère scientifique, technologique ou culturel ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°2011-022/P-RM du 28 septembre 2011 portant création de l'Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret n°2011-741/P-RM du 03 novembre 2011 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Bouréma KANSAYE**, N°Mle 974-65.J, Maître de Conférences, est nommé **Recteur de l'Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako**.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°2017-0327/P-RM du 11 avril 2017 portant nomination de Monsieur **Moussa DJIRE**, N°Mle 934-71.R, Maître de Conférences, en qualité de **Recteur de l'Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche scientifique,
Amadou KEITA**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0408/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT NOMINATION DE MEMBRES DE
L'OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014 portant prévention et répression de l'enrichissement illicite ;

Vu l'Ordonnance n°2015-032/P-RM du 23 septembre 2015 portant création de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite ;

Vu le Décret n°2015-0719/P-RM du 09 novembre 2015 portant organisation et modalités de fonctionnement de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite ;

Vu le Décret n°2017-0478/P-RM du 12 juin 2017 fixant la rémunération, les avantages et les privilèges accordés aux membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Sont nommées **membres** de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite les personnes ci-après :

- Monsieur **Seidina Oumar DIARRA** ;
- Monsieur **Oumar DEMBELE**.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokolla MAIGA**

**Le ministre de la Justice et des Droits de
l'Homme, Garde des Sceaux,
Mamoudou KASSOGUE**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0409/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER
TECHNIQUE AU SECRETARIAT GENERAL DU
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Mohamed B. DIARRA**, N°Mle 0145-220.Y, est nommé **Conseiller technique** au Secrétariat général du Ministère du Développement rural.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokolla MAIGA**

**Le ministre du Développement rural,
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0410/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT APPROBATION DE LA STRATEGIE
NATIONALE DE LA RECONCILIATION ET DE LA
COHESION SOCIALE ET SON PLAN D' ACTIONS
2022-2026**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2016-0056/P-RM du 15 février 2016 fixant
les modalités d'élaboration, d'approbation et de mise en
œuvre des documents de politique nationale ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant
nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : La Stratégie nationale de la Réconciliation et
de la Cohésion sociale et son Plan d'actions 2022-2026,
annexés au présent décret, sont approuvés.

Article 2 : Le ministre de la Réconciliation, de la Paix et
de la Cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la Paix
et la Réconciliation nationale et le ministre de l'Economie
et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié
au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de la Réconciliation, de la Paix
et de la Cohésion nationale, chargé de l'Accord
pour la Paix et la Réconciliation nationale,
Colonel-major Ismaël WAGUE**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0411/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT NOMINATION AU CABINET DU
MINISTRE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX
ET DE LA COHESION SOCIALE, CHARGE DE
L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA
RECONCILIATION NATIONALE**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant
principes fondamentaux de la création, de l'organisation
et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié,
fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités
allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994, modifié,
fixant les règles générales d'organisation et de
fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié,
fixant les conditions d'emploi et de rémunération des
membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la
République, du Secrétariat général de la Présidence de la
République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets
ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014,
modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et
indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant
nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Sont nommés au Cabinet du ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale, en qualité de :

Chef de Cabinet :

- Monsieur **Mahamadou DIOUARA**, Expert en Management ;

Secrétaire particulier :

- Lieutenant **Idrissa SANTARA**.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de la Réconciliation, de la Paix
et de la Cohésion nationale, chargé de l'Accord
pour la Paix et la Réconciliation nationale,
Colonel-major Ismaël WAGUE**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2022-0412/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT RECTIFICATIF AU DECRET N°2017-
0749/P-RM DU 29 AOUT 2017 PORTANT
ACQUISITION DE LA NATIONALITE MALIENNE
PAR VOIE DE NATURALISATION**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2017-0749/P-RM du 29 août 2017 portant acquisition de la nationalité malienne par voie de naturalisation ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : L'article 1er du Décret n°2017-0749/P-RM du 29 août 2017, susvisé, est rectifié ainsi qu'il suit :

Lire :

Monsieur **ZLETNI Ibrahim El Mokhtar Mefteh**, de nationalité libyenne ;

Au lieu de :

Monsieur **ZLETNI Ibrahim Al Mokhtar Mefteh**, de nationale libyenne.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de la Justice et des Droits
de l'Homme, Garde des Sceaux,
Mamoudou KASSOGUE**

**DECRET N°2022-0413/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
portant NOMINATION D'UN ASSISTANT A L'ETAT-
MAJOR PARTICULIER DU PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°08-521/P-RM du 16 septembre 2008 portant organisation et modalités de fonctionnement de l'Etat-major particulier du Président de la République ;

Vu le Décret n°2021-0350/PT-RM du 14 mai 2021, modifié, fixant l'organisation de la Présidence de la République,

DECRETE :

Article 1er : Le Chef d'Escadron **Moussa DEMBELE**, de la Direction générale de la Gendarmerie nationale, est nommé **Assistant** à l'Etat-major particulier du Président de la République.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**DECRET N°2022-0414/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION
HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME ET
ETRANGER**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La **Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Lion Debout »** est décernée, à titre posthume et étranger, aux militaires de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) dont les noms suivent :

N°O	N°MLE	PRENOMS	NOM	GRADE
01	MI 127833	Ali Jum'ah Shehadeh	ALJAWABRAH	Sergent
02	MI 127129	Sherif Baheer Abdelgalil	ABELAZIZ	Sergent
03	MI 127133	Mohamed Alsayed Ibrahim	AHMED	Caporal

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**DECRET N°2022-0415/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT NOMINATION D'UN SOUS-DIRECTEUR
A LA DIRECTION DU GENIE MILITAIRE**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu l'Ordonnance n°99-050/P-RM du 1er octobre 1999 portant création de la Direction du Génie militaire ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant Statut général des militaires ;

Vu le Décret n°2022-0323/PT-RM du 03 juin 2022 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction du Génie militaire,

DECRETE :

Article 1er : Le Lieutenant-colonel **Idrissa KONE**, de la Direction du Génie militaire, est nommé **Sous-directeur Finances** à la Direction du Génie militaire.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2019-0816/P-RM du 18 octobre 2019 portant nomination des Sous-directeurs à la Direction du Génie militaire, en ce qui concerne le Colonel **Mohamed Foulaké KONARE**, en qualité de **Sous-directeur Administration et Finances**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**DECRET N°2022-0416/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION
HONORIFIQUE, A TITRE ETRANGER**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création
des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019
portant création, organisation et fonctionnement de la
Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : Les Coopérants militaires Officiers du
Royaume d'Espagne au Mali, en partenariat avec la
Direction de la Sécurité militaire dont les noms suivent, en
fin de mission, sont nommés au grade de **Chevalier de
l'Ordre national du Mali**, à titre étranger. Il s'agit de :

1. Lieutenant-colonel **Alejandro APELLANIZ ;**
2. Lieutenant de Vaisseau **Carlos YERVES.**

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du
Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera
enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**DECRET N°2022-0417/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION
HONORIFIQUE, A TITRE ETRANGER**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création
des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019
portant création, organisation et fonctionnement de la
Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite
national avec effigie « Abeille », est décernée, à titre
étranger, à l'Adjudant-chef **Roman GONZALEZ**,
Coopérant militaire du Royaume d'Espagne au Mali, en
fin de mission.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du
Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera
enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**DECRET N°2022-0418/PT-RM DU 11 JUILLET 2022
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DES
ECOLES DE L'AIR ET DES CENTRES
D'ENTRAINEMENT DE L'ETAT-MAJOR DE
L'ARMEE DE L'AIR**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant
organisation générale de la Défense nationale ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016,
modifiée, portant statut général des militaires ;

Vu l'Ordonnance n°2019-002/P-RM du 04 mars 2019
portant création de l'Armée de l'Air ;

Vu le Décret n°2019-0133/P-RM du 04 mars 2019 fixant
l'organisation et les modalités de fonctionnement de
l'Armée de l'Air,

DECRETE :

Article 1er : Le Colonel **Sidi Sadio DIALLO**, de l'Armée
de l'Air, est nommé Directeur des Ecoles de l'Air et des
Centres d'Entraînement de l'Armée de l'Air.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la
réglementation en vigueur.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2022-0419/PT-RM DU 11 JUILLET 2022 PORTANT AVANCEMENT DE GRADE D'UN FONCTIONNAIRE DE LA PROTECTION CIVILE, DU CORPS DES OFFICIERS

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2015-002 du 30 janvier 2015, modifiée, portant statut des fonctionnaires de la Protection civile ;

Vu le Décret n°2019-0224/P-RM du 08 mars 2019, modifié, fixant les dispositions particulières applicables aux différents corps de fonctionnaires de la Protection civile,

DECRETE :

Article 1er : A compter du 1er juillet 2022, le Sous-lieutenant Sapeur-pompier Djombo TANDIA, bénéficie d'un avancement de grade, conformément au tableau ci-dessous :

N°	Prénoms	Nom	N°Mle	Ancienne situation			Nouvelle situation		
				Grade	Ech	Ind	Grade	Ech	Ind
1	Djombo	TANDIA	0135912 W	S/LTN	2	566	CDT	1	893

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 juillet 2022

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

ARRETES

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA
DECENTRALISATION**

**ARRETE N°2022-2540/MATD-SG DU 27 JUN 2022
AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES
D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT,**

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère dénommée : « **Fondation Education et Coopération** », en abrégé (**EDUCO**), est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 juin 2022

**Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**ARRETE N°2022-2541/MATD-SG DU 27 JUIN 2022
AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES
D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT**

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère : «**TREES FOR THE FUTURE** » est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 juin 2022

**Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**ARRETE N°2022-2542/MATD-SG DU 27 JUIN 2022
AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES
D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT,**

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère dénommée : «**CLINTON HEALTH ACCESS INITIATIVE Inc** », est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 juin 2022

**Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**ARRETE N°2022-2543/MATD-SG DU 27 JUIN 2022
AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES
D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT,**

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère dénommée : «**Corus International, Inc** », en abrégé (**Corus**), est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 juin 2022

**Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**ARRETE N°2022-2544/MATD-SG DU 27 JUIN 2022
AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES
D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT,**

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère dénommée : «**Mission Baptiste Nigériane au Mali**», en abrégé (**MBN**), est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 juin 2022

Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA

**ARRETE N°2022-2545/MATD-SG DU 27 JUIN 2022
AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES
D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT,**

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère dénommée : **(COOPERACCIO)**, est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 juin 2022

Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA

**ARRETE N°2022-2546/MATD-SG DU 27 JUIN 2022
AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES
D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT,**

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère dénommée : **TANDANA FOUNDATION, Inc « Fondation Tandana »**, est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 juin 2022

Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA

**ARRETE N°2022-2547/MATD-SG DU 27 JUIN 2022
AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES
D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT,**

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère dénommée : **« Research triangle Institute »**, en abrégé (RIT), est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 juin 2022

Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA

**ARRETE N°2022-2548/MATD-SG DU 27 JUIN 2022
AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES
D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT,**

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère dénommée : « **SOS INTERNAZIONALE** », en abrégé (**INTERSOS**), est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 juin 2022

Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA

**ARRETE N° 2022-2549/MATD-SG DU 27 JUIN 2022
AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES
D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT,**

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère dénommée : « **AL DAWA AL MUNAZAMAT ISLAMIA** », est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 juin 2022

Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA

**ARRETE N°2022-2550/MATD-SG DU 27 JUIN 2022
AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES
D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT,**

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère dénommée : « **DANCHURCHAI** », est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 juin 2022

Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA

**ARRETE N°2022-2551/MATD-SG DU 27 JUIN 2022
AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES
D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT,**

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère dénommée : **SOS Faim Luxembourg « Action pour le Développement » asbl**, en abrégé (**SOS FAIM**), est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 juin 2022

**Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

ARRETE N°2022-2571/MATD-SG DU 28 JUIN 2022 AUTORISANT L'EXERCICE DES ACTIVITES D'UNE ASSOCIATION ETRANGERE

LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT,

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'Association étrangère dénommée : « **Mali Rising Foundation** », est autorisée à exercer ses activités sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali pour une durée d'un (01) an.

L'autorisation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Toutefois, elle peut être retirée à tout moment.

ARTICLE 2 : Les établissements éventuels de l'association sont soumis à une autorisation distincte.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 28 juin 2022

**Le ministre,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

ANNONCES ET COMMUNICATIONS

P : A

Code Poste	ACTIF	BRUT	AMT/PROV	Déc 2021	Déc 2020
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	478 940 804	-	478 940 804	2 477 801 378
A10	Valeur en caisse	379 873 454	-	379 873 454	439 221 242
A11	Billets et monnaies	379 873 454	-	379 873 454	439 221 242
A12	Comptes ordinaires débiteurs	99 067 350	-	99 067 350	4 310 690
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs	-	-	-	2 000 000 000
A2H	Dépôts à terme constitués	-	-	-	2 000 000 000
A2I	Dépôts de garantie constitués	-	-	-	-
A2J	Autres dépôts constitués	-	-	-	-
A3A	Comptes de prêts	-	-	-	-
A3B	Prêts à moins d'un an	-	-	-	-
A3C	Prêts à terme	-	-	-	-
A60	Créances rattachées	-	-	-	34 269 446
A70	Prêts en souffrances	-	-	-	-
	Prêts immobilisés	-	-	-	-
A71	Prêts en souffrance de 6mois au plus	-	-	-	-
A72	Prêts en souffrance de plus de 6mois à 12mois au plus	-	-	-	-
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24mois au plus	-	-	-	-
		-	-	-	-
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	14 536 323 007	514 938 437	14 021 384 570	12 203 673 927
B2D	Crédit à court terme	10 060 571 888	-	10 060 571 888	8 610 488 831
B2N	Comptes ordinaires	-	-	-	-
B30	Crédit à moyen terme	3 538 237 719	-	3 538 237 719	3 290 914 644
B40	Crédit à long terme	100 000 000	-	100 000 000	-
B65	Créances rattachées	116 641 411	-	116 641 411	106 918 969
B70	Crédits en souffrance	720 871 989	514 938 437	205 933 552	195 351 483
	Crédit immobilisés	68 313 407	-	68 313 407	60 790 219
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	133 179 193	53 235 342	79 943 851	83 625 399

B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	246 377 511	188 701 217	57 676 294	29 212 739
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	273 001 878	273 001 878	-	21 723 126
		-	-	-	-
M00	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	50 967 474	-	50 967 474	137 528 564
		-	-	-	-
C10	Titres de placement	-	-	-	-
C30	Comptes de stocks	14 838 916	-	14 838 916	15 157 294
C31	Stocks de meuble	-	-	-	-
C32	Stocks de marchandises	-	-	-	-
C33	Stocks de fournitures	14 838 916	-	14 838 916	15 157 294
C34	Autres stocks et assimilés	-	-	-	-
C40	Débiteurs divers	450 000	-	450 000	61 536 239
C55	Créance rattachées	-	-	-	-
		-	-	-	-
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	-	-	-	-
C59	Valeurs à rejeter	-	-	-	-
C6A	Compte d'ordre et divers	35 678 558	-	35 678 558	60 835 031
C6B	Comptes de liaison	-	-	-	-
C6C	Comptes de différence de conversion	-	-	-	-
C6G	Comptes de régularisation actif	35 411 558	-	35 411 558	60 664 335
C6Q	Comptes transitoires	-	-	-	-
C6R	Comptes d'attente actif	267 000	-	267 000	170 696
		-	-	-	-
D01	VALEURS IMMOBILISEES	1 812 624 153	1 095 541 182	717 082 971	734 311 063
D1A	Immobilisations financières	-	-	-	-
D10	Prêts et titres subordonnés	-	-	-	-
D1E	Titres de participation	-	-	-	-
D1L	Titres d'investissement	-	-	-	-
D1S	Dépôts et cautionnements	5 471 670	-	5 471 670	5 471 670

D23	Immobilisations en cours	-	-	-	-
D24	Incorporelles	-	-	-	-
D25	Corporelles	-	-	-	-
D30	Immobilisations d'exploitation	1 614 220 981	1 095 541 182	518 679 799	627 673 700
D31	Incorporelles	116 702 000	107 162 673	9 539 327	16 017 504
D36	Corporelles	1 497 518 981	988 378 509	509 140 472	611 656 196
D40	Immobilisations hors exploitation	192 931 502	-	192 931 502	101 165 693
D41	Incorporelles	-	-	-	-
D45	Corporelles	-	-	-	-
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	192 931 502	-	192 931 502	101 165 693
D46	Incorporelles	-	-	-	-
D47	Corporelles	192 931 502	-	192 931 502	101 165 693
		-	-	-	-
D50	Crédit bail et opérations assimilées	-	-	-	-
D51	Crédit-bail	-	-	-	-
D52	L.O.A.	-	-	-	-
D53	Location-vente	-	-	-	-
		-	-	-	-
D60	Créances rattachées	-	-	-	-
		-	-	-	-
D70	Créances en souffrance	-	-	-	-
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus	-	-	-	-
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	-	-	-	-
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	-	-	-	-
		-	-	-	-
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES	-	-	-	-
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital non appelé	-	-	-	-
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital appelé non versé	-	-	-	-
	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	-	-	-	-
		-	-	-	-
E90	TOTAL DE L'ACTIF	16 878 855 438	1 610 479 619	15 268 375 819	15 553 314 932

N. S. :

Code Poste	PASSIF	Déc 2021	Déc 2020
F01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	5 000 000 000	6 607 639 785
		-	-
F1A	Comptes ordinaires créditeurs	-	295 528 687
		-	-
F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs	5 000 000 000	5 000 000 000
F2B	Dépôts à terme reçus	5 000 000 000	5 000 000 000
F2C	Dépôts de garantie reçus	-	-
F2D	Autres dépôts reçus	-	-
		-	-
F3A	Comptes d'emprunts	-	1 213 591 130
F3E	Emprunts à moins d'un an	-	-
F3F	Emprunt à terme	-	1 213 591 130
		-	-
F50	Autres sommes dues aux institutions financières	-	-
F55	Ressources affectées	-	-
F60	Dettes rattachées	-	98 519 968
		-	-
		-	-
G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	6 257 426 762	4 912 696 594
G10	Comptes ordinaires créditeurs	3 139 379 686	2 401 336 404
G15	Dépôts à terme reçus	1 265 400 000	935 400 000
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	-	-
		-	-
G30	Autres dépôts de garantie reçus	1 852 647 076	1 575 960 190
G35	Autres dépôts reçus	-	-
G60	Emprunts	-	-
		-	-
G70	Autres sommes dues	-	-
G90	Dettes rattachées	-	-
		-	-
		-	-
H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 073 132 272	1 305 122 951
H10	Versements restant à effectuer	-	-
H40	Créditeurs divers	1 073 026 288	1 126 762 390
H6A	Comptes d'ordre et divers	105 984	178 360 561
H6B	Comptes de liaison	-	-
H6G	Compte de régularisation-passif	-	178 309 937
H6C	Comptes de différences de conversion	-	-
H6P	Comptes d'attente-passif	105 984	50 624
		-	-
K01	VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIOND FINANCIERES	-	-
K20	Titres de participation	-	-
		-	-
L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	2 937 816 785	2 727 855 602
L10	Subventions d'investissement	-	-
L20	Fonds affectés	-	-

L21	Fond de garantie	-	-
L22	Fonds d'assurance	-	-
L23	Fonds de bonification	-	-
L24	Fonds de sécurité	-	-
L25	Autres fonds	-	-
L27	Fonds de crédit	-	-
L30	Provisions pour risques et charges	99 788 364	33 978 976
L31	Provisions pour charges de retraite	48 970 043	33 978 976
L32	Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature	-	-
L33	Autres provisions pour risques et charges	50 818 321	-
L35	Provisions réglementées	-	-
L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long terme	-	-
L37	Provisions spéciales de réévaluation	-	-
L41	Emprunt et titres émis subordonnés	795	795
L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés	-	-
L45	Fonds pour risques financiers généraux	-	-
L50	Primes liées au capital	-	-
L55	Réserves	-	-
L56	Réserve générale	-	-
L57	Réserves facultatives	-	-
L58	Autres réserves	-	-
L59	Ecart de réévaluation des immobilisations	-	-
L60	Capital	5 147 290 000	5 147 290 000
L61	Capital appelé	5 147 290 000	5 147 290 000
L62	Capital non appelé	-	-
L65	Fonds de dotation	-	-
L70	Report à nouveau (+ou-)	- 2 453 414 169	- 2 456 766 389
L75	Excédent des produits sur les charges		
L80	Résultat de l'exercice (+ou-)	144 151 795	3 352 220
L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	144 151 795	3 352 220
L82	Excédent ou déficit de l'exercice	-	-
		-	-
L90	TOTAL DU PASSIF	15 268 375 819	15 553 314 932

P : A

Code Poste	CHARGES	Déc 2021	Déc 2020
R08	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	410 692 829	406 276 716
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	20 810 399	-
R1B	Organe financier	-	-
R1C	Caisse centrale	-	-
R1D	Trésor public	-	-
R1E	CCP	-	-
R1F	Banques et correspondants	20 810 399	-
R1H	Etablissements financiers	-	-
R1I	SFD	-	-
R1K	Autres institutions financières	-	-
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	348 055 556	191 205 480
R1N	Dépôts à terme reçus	348 055 556	191 205 480
R1P	Dépôts de garantie reçus	-	-
R1Q	Autres dépôts reçus	-	-
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	33 261 077	183 443 216
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an	-	-
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	33 261 077	183 443 216
		-	-
R2R	Autres intérêts	-	4 886 521
R2T	Divers intérêts	-	4 886 521
		-	-
R2Z	Commissions	8 565 797	26 741 499
		-	-
R3A	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	134 080 490	98 868 608
		-	-
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	134 055 490	98 868 608
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	61 646 504	44 402 168
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	72 408 986	54 466 440
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial	-	-
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus	-	-
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus	-	-
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues	-	-
R3Q	Autres intérêts	-	-
R3T	Commissions	25 000	-
		-	-
	MARGES D INTERÊT BENEFICIAIRE	2 530 274 322	2 102 853 344
	TOTAL CHARGES D INTERETS	544 773 319	505 145 324
		-	-
R4B	CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERES	-	-
R4C	Charges et pertes sur titres de placement	-	-
R4K	Charges sur opérations diverses	-	-
R4N	Commissions	-	-
		-	-
	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-
R5C	Frais d'acquisition	-	-
R5D	Etalement de la prime	-	-

R5E	CHARGES SUR CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILEES	-	-
R5G	Charges sur opérations de crédit bail	-	-
R5H	Dotation aux amortissements	-	-
R5J	Dotation aux provisions	-	-
R5K	Moins-value de cession	-	-
R5L	Autres charges	-	-
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat	-	-
R5N	Dotation aux amortissements	-	-
R5P	Dotation aux provisions	-	-
R5Q	Moins-value de cession	-	-
R5R	Autres charges	-	-
R5S	Charges sur opérations de location-vente	-	-
R5T	Dotation aux amortissements	-	-
R5U	Dotation aux provisions	-	-
R5V	Moins-values de cession	-	-
R5X	Autres charges	-	-
R5Y	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	-	-
R6A	CHARGES SUR OPERATIONS DE CHANGE	-	-
R6B	Perte sur opérations de change	-	-
R6C	Commissions	-	-
		-	-
R6F	CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN	-	-
R6K	Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières	-	-
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières	-	-
R6L	Charges sur engagements de financements reçus des membres, clients ou bénéficiai	-	-
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients	-	-
R6S	Charges sur engagements sur titres	-	-
R6T	Charges sur autres engagements reçus	-	-
		-	-
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	-	-
R6W	Charges sur les moyens de paiement	-	-
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	-	-
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE	-	-
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif	-	-
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière	-	-
R7D	Diverses charges d'exploitation financière	-	-
		-	-
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	-	-
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	-	-
		-	-
	MARGE D INTERET BENEFICIAIRE	2 530 274 322	2 102 853 344
		-	-
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	-	-
		-	-
	PRODUIT FINANCIER NET	2 530 274 322	2 102 853 344
		-	-
	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	-	-
R8G	Achats de marchandises	-	-

R8J	Stocks vendus	-	-
R8L	Variations positives de stocks de marchandises	-	-
		-	-
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	3 118 869 042	2 578 793 608
S02	FRAIS DE PERSONNEL	855 193 922	726 615 255
S03	Salaires et traitements	721 222 923	598 274 179
S04	Charges sociales	130 194 166	124 504 410
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	3 776 833	3 836 666
		-	-
S1A	IMPÔTS ET TAXES	65 426 615	74 384 540
S1B	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	33 286 796	7 489 394
S1C	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'administration des imp	32 079 819	66 477 646
S1D	Impôts directs	-	-
S1G	Impôts indirects	-	142 267
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	277 400	1 484 754
S1J	Impôts et taxes divers	31 802 419	64 850 625
S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes	60 000	417 500
		-	-
		-	-
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	944 690 938	716 833 859
S2B	Services extérieurs	241 180 582	213 947 969
S2C	Redevances de crédit-bail	-	-
S2D	Loyers	135 825 524	127 343 708
S2F	Charges locatives et de co-propriété	-	118 000
S2H	Entretien et réparations	31 829 712	29 447 010
S2J	Primes d'assurance	62 715 810	54 783 658
S2K	Etudes et recherches	-	-
S2M	Frais de formation du personnel	10 631 847	2 189 321
S2L	Divers	177 689	66 272
		-	-
		-	-
S3A	Autres services extérieurs	493 754 170	362 691 966
S3B	Personnels extérieurs à l'institution	74 754 378	69 895 888
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	62 445 318	23 461 777
S3E	Publicité, publications et relations publiques	8 613 110	1 461 334
S3G	Transports de biens	6 476 450	5 173 579
S3J	Transports collectifs du personnel	-	-
S3L	Déplacements, missions et réceptions	29 423 899	27 931 654
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	178 450 869	141 750 922
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	133 590 146	92 883 812
S3P	Divers	-	133 000
		-	-
S4A	Charges diverses d'exploitation	209 756 186	140 193 924
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs simili	39 142 216	38 056 396
S4D	Indemnités de fonction versées	-	-
S4I	Frais de tenue d'assemblée	-	-
S4K	Moins-value de cession sur immobilisations	-	-
S4L	Sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
S4M	Sur immobilisations financières	-	-
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière	-	-

S4Q	Produits rétrocédés	-	-
S4R	Autres transferts de produits	-	-
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	170 613 970	102 137 528
		-	-
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	-	-
		-	-
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	203 077 773	236 447 226
T53	Dotations aux amortissements de charges à répartir	-	-
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	203 077 773	236 447 226
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation	-	-
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours	-	-
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation	-	-
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation	-	-
		-	-
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	1 050 479 794	824 512 728
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	746 747 780	607 045 330
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	305 369 330	227 369 010
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de 6 mois à 12 mois au plus	280 378 953	191 046 243
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de 12 mois à 24 mois au plu	160 999 497	188 630 077
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif	-	-
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	14 991 067	9 233 251
T6J	Dotations aux provisions règlementées	-	-
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes des provisions	241 714 176	208 234 147
T6L	Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	47 026 771	-
		-	-
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLE	106 992 695	114 919 804
		-	-
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	-	-
		-	-
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS	30 750 476	26 079 987
		-	-
L80	EXCEDENT	144 151 795	3 352 220
T84	TOTAL CHARGES	3 945 537 327	3 228 290 943

N. S. :

Code Poste	PRODUITS	Déc 2021	Déc 2020
V08	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	52 407 398	82 516 930
V1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	-	-
V1B	Organe financier	-	-
V1C	Caisse centrale	-	-
V1D	Trésor public	-	-
V1E	CCP	-	-
V1F	Banques et correspondants	-	-
V1H	Etablissements financiers	-	-
V1I	SFD	-	-
V1K	Autres institutions financières	-	-
V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	52 407 398	82 516 930
V1Q	Intérêts sur Dépôts à terme constitués	52 407 398	82 516 930
V1R	Intérêts sur Dépôts de garantie constitués	-	-
V1S	Intérêts sur Autres dépôts constitués	-	-
V2A	Intérêts sur comptes de prêts	-	-
V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an	-	-
V2G	Intérêts sur prêts à terme	-	-
		-	-
V2Q	Autres intérêts	-	-
V2S	Divers intérêts	-	-
		-	-
V2T	Commissions	-	-
		-	-
V3A	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	3 022 640 243	2 525 481 738
		-	-
V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	1 804 662 561	1 497 329 079
V3G	Autres crédits à court terme	1 351 227 562	1 144 276 550
		-	-
V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	451 932 765	353 052 529
V3N	Intérêts sur crédits à long terme	1 502 234	-
		-	-
V3R	Autres intérêts	80 382 457	53 767 705
V3T	Divers intérêts	80 382 457	53 767 705
V3X	Commissions	1 137 595 225	974 384 954
		-	-
	MARGES D'INTERÊT DEFICITAIRE		
	TOTAL PRODUITS D INTERETS	3 075 047 641	2 607 998 668
		-	-
V4B	PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERES	-	-
V4C	Produits et profits sur titre de placement	-	-
V4E	Produits sur opérations diverses	-	-
V4F	Commissions	-	-
		-	-
V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-
V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés	-	-
V5D	Dividende et produits assimilés sur titre de participation	-	-
V5F	Produits et profit sur titres d'investissement	-	-

V5G	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILEES	-	-
V5H	produits sur opérations de crédit bail	-	-
V5J	Loyers	-	-
V5K	reprises de provisions	-	-
V5L	plus-values de cession	-	-
V5M	autres produits	-	-
V5N	produits sur opérations de location avec option d'achat	-	-
V5P	loyers	-	-
V5Q	reprises de provisions	-	-
V5R	plus-values de cession	-	-
V5S	autres produits	-	-
V5T	produits sur opérations de location vente	-	-
V5V	loyers	-	-
V5W	reprises de provisions	-	-
V5X	plus-values de cession	-	-
V5Y	autres produits	-	-
		-	-
V6A	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGES	-	-
V6B	Gains sur opérations de change	-	-
V6C	Commissions	-	-
		-	-
V6F	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN	-	-
V6K	Produits sur engagements de financements donnés aux institutions financières	-	-
V6L	produits sur engagements de garantie donnés institutions financières	-	-
V6N	produits sur engagements de financements donnés aux membres, clients ou bénéfici	-	-
V6P	produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficières ou client	-	-
V6Q	produits sur engagements sur titres	-	-
V6R	produits sur autres engagements donnés	-	-
V6S	Produit sur les opérations effectuées pour le compte de tiers	-	-
V6U	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	-	-
V6V	produits sur les moyens de paiement	-	-
V6W	Autres produits sur prestations de services financiers	-	-
V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE	-	-
V7B	Plus-values sur cession d'éléments d'actif	-	-
V7C	Transferts de charges d'exploitation financière	-	-
V7D	Divers produits d'exploitation financière	-	-
		-	-
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	-	-
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	-	-
		-	-
	MARGE D INTERET DEFICITAIRE	-	-
		-	-
	AUTRES CHARGES FINANCIERS NETTES	-	-
		-	-
	CHARGE FINANCIERE NETTE	-	-
		-	-

	VENTE	-	-
V8B	MARGE COMMERCIALE	-	-
V8C	VENTES DE MARCHANDISES	-	-
V8D	VARIATIONS NEGATIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	-	-
		-	-
	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	661 072 844	580 143 184
		-	-
W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	-	-
W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires	-	-
W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçues	-	-
		-	-
W4G	Plus-values de cession	-	-
W4H	Sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
W4J	Sur immobilisations financières	-	-
W4K	Revenus des immeubles hors exploitation	-	-
W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière	-	-
W4M	Charges refacturées	-	-
W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-
W4P	Autres transferts de charges	-	-
W4Q	Autres produits divers d'exploitation	-	-
		-	-
W50	PRODUCTION IMMOBILISEE	-	-
W51	Immobilisations corporelles	-	-
W52	Immobilisations incorporelles	-	-
W53	SBVENTIONS D'EXPLOITATION	-	-
		-	-
X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	-	-
X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	-	-
X54	Reprises d'amortissements des immobilisations	-	-
X56	Reprises de provisions sur immobilisations	-	-
X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	661 072 844	580 143 184
X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	661 072 844	580 143 184
X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	277 980 965	236 509 554
X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	242 050 263	140 415 730
X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	141 041 616	203 217 900
X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	-	-
X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	-	-
X6J	Récupération sur créances amorties	-	-
X6I	Reprises de provisions règlementées	-	-
X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	209 416 842	40 149 091
X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	-	-
L80	DEFICIT	-	-
X84	TOTAL PRODUITS	3 945 537 327	3 228 290 943

ETAT DES EMPLOIS ET RESSOURCES		DIMF 2005	
Etat : MALI	Etablissement : ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA MALI	F : 1/1	
Date d'arrêté :	31/12/2021	D : M	(en Francs CFA)
P : A		BA0 : 1	
		N. S. :	
Code poste	LIBELLES	Amort / Prov	Montants nets
	ACTIF	0	0
M01	Créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	514 938 437	13 804 743 159
B2D	Crédit à court terme		10 060 571 888
B30	Crédit à moyen terme	-	3 538 237 719
B40	Crédit à long terme	-	
B70	Crédits en souffrance	514 938 437	205 933 552
D50	Crédit-bail et opérations assimilées	-	-
D51	Crédit-bail	-	-
D52	L.O.A.	-	-
D53	Location-vente	-	-
D70	Créances en souffrance	-	-
	PASSIF	-	-
G02	Dettes l'égard des membres, bénéficiaires ou clients	-	
G10	Comptes ordinaires créditeurs	-	3 139 379 686
G15	Dépôts à terme reçus	-	1 265 400 000
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	-	-
G60	Emprunts	-	-
G70	Autres sommes dues	-	-

DETAIL DU COMPTE 6221- PERSONNEL EXTERIEUR A L'INSTITUTION								DIMF 2009
Etat : MALI	Etablissement : ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA MALI							
Date d'arrêté :	31/12/2021			D : BG0		F : 1/1		(en Francs CFA)
P : A	N. S. :							M : 1
EFFECTIFS (en unités)								
LIBELLE	NATIONAUX	Autres Etats de l'UEMOA	HORS UEMOA	Secteur Primaire	Secteur Secondaire	Secteur Tertiaire	TOTAL	FACTURATION A L'INSTITUTION
1-Cadres supérieurs								
2-Technicien supérieurs et cadres moyens								
3-Technicien, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés								
4-Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis								
TOTAL								
PERMANENTS	60						60	74 754 378
SAISONNIERS								
TOTAL	60						60	74 754 378

ETAT DES CREDITS EN SOUFFRANCE		DIMF 2010			
Etat : MALI		Etablissement : ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA MALI		F : 1/ 1	
Date d'arrêté : 31/12/2021		D : BA0		M : 1 (en Francs CFA)	
P : A		N. S. :			
	A	B	C=A-B	D	E=C-D
CREDITS EN SOUFFRANCE	191,192 et 193 292, 293,294 Crédits et Prêts en souffrance	162 et 254 Dépôts de garantie	Solde restant dus	199 et 299 Provisions	Crédits et Prêts en souffrance nets
3 A 6 MOIS Crédits comportant au moins une échéance impayé <= à 6 mois (PROVISION A DOTER : 40 % DU SOLDE RESTANT DU)	133 179 193			53 235 342	79 943 851
6 A 12 MOIS Crédits comportant au moins une échéance impayé > 6 mois à <= 12 mois (PROVISION A DOTER / 80 % DU SOLDE RESTANT DU)	246 377 511			188 701 217	57 676 294
12 A 24 MOIS Crédits comportant au moins une échéance impayé > 12 mois à <= 24 mois (PROVISION A DOTER / 100 % DU SOLDE RESTANT DU)	273 001 878			273 001 878	0
TOTAL	652 558 582			514 938 437	137 620 145

ETAT DES INFORMATIONS ANNEXES				DIMF 2011
Etat : MALI	Etablissement : ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA MALI			F : 1/ 1
Date d'arrêté :	31/12/2021 D : BA0			M : 1
P : A	N. S. :			(en Francs CFA)
LIBELLES				Montant / Effectif
ENCOURS DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE A COURT TERME				0
ENCOURS DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE A MOYEN ET LONG TERME				0
MONTANT TOTAL CONSACRE PAR L'INSTITUTION AUX OPERATIONS AUTRES QUE LES ACTIVITES				0
NOMBRE TOTAL DE MEMBRES INDIVIDUELS DE L'INSTITUTION				11 711
NOMBRE TOTAL DE MEMBRES INDIVIDUELS DE SEXE MASCULIN DE L'INSTITUTION				7 562
NOMBRE TOTAL DE MEMBRES INDIVIDUELS DE SEXE FEMININ DE L'INSTITUTION				4 129
NOMBRE TOTAL DE MEMBRES PERSONNES MORALES DE L'INSTITUTION				22 641
NOMBRE TOTAL DE GROUPEMENTS BENEFICIAIRES				8 447
NOMBRE TOTAL D'USAGERS BENEFICIAIRES AU SEIN DES GROUPEMENTS				0
NOMBRE TOTAL DE MEMBRES ENTREPRISES				217
NOMBRE TOTAL DES AUTRES TYPES DE PERSONNE MORALE				0
POPULATION CIBLE DE LA CAISSE (OU SON ESTIMATION)				4 014
DEPÔTS A PLUS D'UN AN DE LA CAISSE AUPRES DES INSTITUTIONS FINANCIERES				1 265 400 000
DEPÔTS A TERME A PLUS D'UN AN DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES AUPRES DE LA CAISSE				1 852 647 076
AUTRES DEPÔTS A PLUS D'UN AN DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES AUPRES DE LA CAISSE				1 575 960 190
RECOUVREMENTS SUR PRÊTS ATTENDUS AU COURS DE L'EXERCICE				7 482 217 533
RECOUVREMENTS SUR PRÊTS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE				7 364 324 194

ETAT Mali	ETAT DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	DIMF 2011-1
	Etablissement : Atlantic Microfinance For Africa Mali	(en Francs CFA)
Date d'arrêté : P.A	2021/12/31 D : BCO N.S: MLI000	F : 01 : M: 1

LIBELLES	Montants
Encours des engagements par signature données à court terme	0
Encours des engagements par signature données à moyen	0
Encours des engagements par signature données à long terme	0

ETAT DES 10 GROS DEBITEURS			DIMF 2012
Etat : MALI		Etablissement : ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA MALI	
Date d'arrêté :		D : BA0	F : 1/ 1 en FCFA
P : A		M : 1	
N. S. :			
PRENOMS / NOMS / N° D'IDENTIFICATION	Durée initiale du crédit	Durée restante à couvrir	Montant NET en F.CFA
SOFCO / M0501868	14	10	126 903 489
DEMBA CHEICK OUMAR / M0400192	14	14	100 000 000
ETUDE DE MAITRE YOUSOUF OUSMANE CISSE / M1400165	50	50	100 000 000
SIMPARA GARABA / M0501692	17	14	94 034 646
SAMASSA IBRAHIMA /M1301025	12	12	80 000 000
ENTREPRISE SIKI TRAFIC INDUSTRIE-SRAL / M0700919	18	18	75 000 000
SACKO BRAHIMA / M0501396	12	4	70 855 485
SIBY SAIBOU BEN HASSANE / M0701043	18	15	70 380 614
BARRY AMADOU / M0501538	13	13	70 000 000
YARANANGORE AMADOU / M0700028	14	7	68 718 055
TOTAL			855 892 289

ETAT DES VALEURS IMMOBILISEES		DIMF 2015		
Etat : MALI		Etablissement : ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA MALI		
Date d'arrêté :		31/12/2021	D : BG0	F : 1/2
P : A		N. S. :	M : 1	(en Francs CFA)
Code poste	LIBELLES	Montants bruts	Amort / Prov	Montants nets
D1A	Immobilisations financières	-	-	-
D1E	Titres de participation	-	-	-
D1L	Titres d'investissement	-	-	-
D1S	Dépôts et cautionnements	5 471 670	0	5 471 670
D23	Immobilisations en cours	0	-	0
D24	Incorporelles	-	-	-
D25	Corporelles	0	-	0
D30	Immobilisations d'exploitation	1 614 220 981	1 095 541 182	518 679 799
D31	Incorporelles	116 702 000	107 162 673	9 539 327
D32	Droit au bail	-	-	-
D33	Autres éléments du fonds commercial	-	-	-
D34	Frais d'établissement	-	-	-
D35	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-
D36	Corporelles	1 497 518 981	988 378 509	509 140 472
D40	Immobilisations hors exploitation	192 931 502	-	192 931 502
D41	Incorporelles	-	-	-
D42	Droit au bail	-	-	-
D43	Autres éléments du fonds commercial	-	-	-
D44	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-
D45	Corporelles	-	-	-
		-	-	-
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	192 931 502	-	192 931 502
D46	Incorporelles	-	-	-
D47	Corporelles	192 931 502	-	192 931 502

ETAT D'AFFECTION DU RESULTAT		DIMF 2016	
Etat : MALI	Etablissement : ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA MALI	(en Francs CFA)	
Date arrêté:	31/12/2021	D : BH0	
P : A		N. S. :	
Code Poste	LIBELLE	Proposition de répartition	Répartition définitive
	Détermination du Résultat à affecter		
L80	Résultat de l'exercice (+/-)	144 151 795	
L70	Report à nouveau (+/-)	- 2 453 414 169	
	Résultat à affecter	144 151 795	
	Affectation du Résultat bénéficiaire		
772	Réserve générale	0	0
773	Réserves facultatives	0	0
774	Autres réserves	0	0
776	Report à nouveau bénéficiaire	144 151 795	0
777	Autres affectations	0	0
	Affectation du Résultat Déficitaire		
776	Report à nouveau déficitaire	-	-
778	Prélèvement sur les réserves		
779	Autres		

Atlantic Microfinance For Africa MALI

ARTICLE 44

ETAT DE DETERMINATION DES RATIOS PRUDENTIELS

RATIOS PRUDENTIELS	Norme	Ratio
LIMITATION DES RISQUES AUXQUELS EST EXPOSEE UNE INSTITUTION	MAX. 200%	112%
COUVERTURE DES EMPLOIS A MOYEN ET LONG TERME PAR DES RESSOURCES STABLES	MIN. 100%	256%
LIMITATION DES PRETS AUX DIRIGEANTS ET AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES	MAX. 10%	0%
LIMITATION DES RISQUES PRIS SUR UNE SEULE SIGNATURE	MAX. 10%	4%
NORME DE LIQUIDITE	MIN. 100%	117%
LIMITATION DES OPERATIONS AUTRES QUE LES ACTIVITES D'EPARGNE ET DE CREDIT	MAX. 5%	0%
CONSTITUTION DE LA RESERVE GENERALE	Base X 15% MIN.	0
NORME DE CAPITALISATION	MIN. 15%	20%
LIMITATION DES PRISES DE PARTICIPATION	MAX. 25%	0%
FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS ET DES PARTICIPATIONS	MAX.100%	23%

Suivant récépissé n°110/CKT en date du 22 mars 2022, il a été créé une association dénommée : «Association des Jeunes Patriotes pour le Développement du Mali», en abrégé : (A.J.P.D.M).

But : Promouvoir le développement harmonieux du Mali dans toutes ses formes, établir les liens de fraternité, de solidarité, d'entraide et de la cohésion sociale entre les jeunes Maliens, etc.

Siège Social : Moribabougou (Commune rurale de Moribabougou).

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Président : Simbo BAGAYOGO

Vice-président : Arouna A. COULIBALY

Secrétaire général : Kassoum DIABATE

Secrétaire général adjoint : Salia KAMISSOKO

Secrétaire administrative : Oumou Y. FANE

Secrétaire administratif adjoint : Lassina COULIBALY

Secrétaires à l'organisation :

- Souleymane DIARRA
- Abdou COULIBALY
- Assetou DIALLO
- Saïbou NIARE

Trésorier général : Sira Yaya KAMISSOKO

Trésorier général adjoint : Mohamed F. DIARRA

Commissaire aux comptes : Bamadou SIDIBE

Commissaire aux comptes adjoint : Bayi COULIBALY

Secrétaires aux relations extérieures :

- Idrissa SIDIBE
- Cheick A.S. OUATTARA

Secrétaire aux relations féminines :

- Dounamba SAMAKE
- Massaran SANGARE

Secrétaire au développement : Abdramane DIARRA

Secrétaire au développement adjoint : Thièman COULIBALY

Secrétaire chargé des sports : Oumar DIARRA

Secrétaire chargé des sports adjoint : Ali DOLO

Secrétaire aux conflits : Sadio COULIBALY

Secrétaire aux conflits adjoint : Guimbala KEÏTA

Secrétaire aux actions sociales : Lamine DIALLO

Secrétaire aux actions sociales adjoint : Kandra KEÏTA

Secrétaire aux environnements : Mohamed TRAORE

Secrétaire aux environnements adjoint : Souleymane DIARRA

Secrétaire à la santé : Fatoumata DIALLO

Secrétaire à la santé adjoint : Bourama TRAORE

Secrétaire à l'éducation : Fatoumata TRAORE

Secrétaire à l'éducation adjoint : Drissa DIARRA

Secrétaire à la communication porte-parole : Baba KEÏTA

Secrétaire à la communication porte-parole adjoint : Lassine TRAORE

Conseiller juridique : Sidy K. DIALLO

Conseiller juridique adjoint : Mohamed Hady COULIBALY

Secrétaire aux affaires culturelles et religieuses : Moussokoura SAMAKE

Secrétaire aux affaires culturelles et religieuses adjoint : Mamadou DRAME

Secrétaire à l'assainissement : Adiaratou KANTE

Secrétaire à l'assainissement adjoint : Soukho SANGARE

Secrétaire aux loisirs : Adama TANGARA

Secrétaire aux loisirs adjoint : Mohamed KEÏTA

Suivant récépissé n°0235/G-DB en date du 25 mars 2022, il a été créé une association dénommée : «Association pour la Digitalisation de la Filière Avicole au Mali», en abrégé : (A.D.F.A.M).

But : Contribuer au développement de la filière avicole au Mali, etc.

Siège Social : Zone Industrielle, Rue : 948, Porte : 436.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**Président** : Modibo COULIBALY**Vice-président** : Ousmane NIMAGA**Secrétaire général** : Mahamadou ABDOULAYE**Secrétaire général adjoint** : Alhouseyni TOURE**Trésorier général** : Bengaly COULIBALY**Trésorier général adjoint** : Issoufou Ag EKAWEL**Secrétaire à l'organisation** : Ahassoum DICKO**Secrétaire à l'organisation adjoint** : Badiane Mamadou**Secrétaire à la communication** : Seyba SACKO**Secrétaire à la communication adjoint** : Gaï DEMBELE**Secrétaire aux relations extérieures** : Dr SISSOKO Modibo**Secrétaire aux relations extérieures adjoint** : Annor AG**Commissaire aux comptes** : Aboubacar Sidiki KONATE**Secrétaire à la promotion féminine** : Mme THIAM Aïssa TRAORE

Suivant récépissé n°153/CKT en date du 25 mars 2022, il a été créé une association dénommée : «Association des Ferrailleurs du Marché de Médine», en abrégé : (AFMM).

But : Appuyer tout développement artisanal en commun pouvant renforcer la qualité du développement économique ; promouvoir le jumelage et le parrainage avec d'autres organisations ayant les objectifs similaires, etc.

Siège Social : Dialakorodji (Commune rurale de Dialakorodji).

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**Président** : Lassine SANGA**Secrétaire général** : Dramane CAMARA**Secrétaire administratif** : Soumaïla DIARRA**Secrétaire à l'organisation et à la mobilisation** : Diakaridia TRAORE**Secrétaire à l'organisation et à la mobilisation adjoint** : Sékou KONATE**Secrétaire à l'information et à la communication** : Issa CAMARA**Secrétaire à l'information et à la communication adjoint** : Bourama COULIBALY**Secrétaire chargé aux revendications** : Alpha KONATE**Secrétaire aux relations extérieures** : Adama DAOU**Trésorier général** : Adama TRAORE**Trésorier général adjoint** : Lassiné SANGARE**Commissaire aux comptes** : Souleymane KANE**Secrétaire aux conflits** : Mohamed COULIBALY

Suivant récépissé n°0248/G-DB en date du 30 mars 2022, il a été créé une association dénommée : «Association d'Entraide d'Assistance et d'Appui aux Conseillers Nationaux», en sigle : (AS.CO.NA)

But : Orienter, accompagner et aider les conseillers nationaux membres, etc.

Siège Social : Banankabougo, Rue : 624, près du Lycée Ibrahima LY.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**Président** : Mamadou Mamby TRAORE**Vice-président** : Gamni AG Igasten**Secrétaire à la solidarité** : Ahmadou Kisso CISSE**Secrétaire à la solidarité 1ère adjointe** : Salimata KEÏTA**Secrétaire à la solidarité 2ème adjoint** : Youssouf AG Halidou**Secrétaire administratif** : Manaha KONTE**Secrétaire administratif 1er adjoint** : Nouradine ZAKARIA**Secrétaire administratif 2ème adjoint** : Bréhima OUATTARA**Trésorière** : Awa DIAKITE**Trésorier adjoint** : Siratigui KONERY**Secrétaire à l'organisation** : Ousmane DIALLO**Secrétaire à l'organisation 1er adjoint** : Dramane BOIRE

Secrétaire à l'organisation 2ème adjoint : Siaka N. DIARRA

Secrétaire à l'information à la communication et aux relations extérieures : Ladj NIAGANE

Secrétaire à l'information à la communication et aux relations extérieures adjoint : Abdoulaye DIAKITE

Secrétaire aux conflits : Azaz AG Loudag dag

Secrétaire aux conflits adjoint : Mohamed Ibrahim CISSE

Commission de contrôle

Président : Fodé KEÏTA

Rapporteur : Mahamadou DIALLO

Membres :

- Fatimata BOIRE
- Malik G. MAÏGA
- Bocar CISSE

Suivant récépissé n°2022-0014/P-CT en date du 1er avril 2022, il a été créé une association dénommée : «Association pour la promotion du développement local au Mali», du village de Tominian, en sigle : (APDL-MALI).

But : Promouvoir l'agriculture avec « A » (Techniques, agricoles, l'élevage, aviculture, apiculture agroforesterie...) au niveau de la communauté à la base ; promouvoir la protection de l'environnement et le développement des énergies renouvelables ; promouvoir la formation professionnelle et l'entreprenariat des jeunes et des femmes, etc.

Siège Social : Tominian, Commune rurale dudit.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Président : Pierre DEMBELE

Vice-président : Augustin MOUNKORO

Secrétaire administratif : Patrick COULIBALY

Trésorier général : Papa KONE

Secrétaire aux relations extérieures : Yaya BOUARE

Suivant récépissé n°0445/G-DB en date du 11 mai 2022, il a été créé une association dénommée : «Association Sanuya pour l'Assainissement et la Transformation des Produits Locaux», en abrégé : (ASATPL).

But : Contribuer à la promotion de l'assainissement et la transformation des produits locaux, etc.

Siège Social : Kalaban-coura Sud Extension, Rue : 542, Porte : 437.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Présidente : Kadidia TRAORE

Secrétaire générale : Fatoumata TRAORE

Secrétaire générale adjointe : Awa DJOURTHE

Secrétaire aux relations extérieures : Djénèba TRAORE

Commissaire aux comptes : Ramata SANOGO

Secrétaire aux conflits : Massira KEÏTA

Secrétaire à l'organisation : Masseline DIARRA

Secrétaire à l'organisation 1ère adjointe : Kadidiatou TRAORE

Secrétaire à l'organisation 2ème adjointe : Haby TRAORE

Trésorière générale : Mariam DIAKITE

Trésorière générale adjointe : Madina WANE

Secrétaire à la promotion de la femme : Djénèba TRAORE

Secrétaire à la promotion de la femme adjointe : Fatim TRAORE dite Lavielle.

Secrétaire à la communication : Mama TRAORE